

Dix ans de dirupisme, la trahison social-démocrate

Le Journal du Mardi - www.journaldumardi.be

Le 31 mai 2007

*Le député wallon **Bernard Wesphael (Ecolo)** passe au crible « dix ans de dirupisme ». Une analyse au vitriol. Au banc des accusés : la social-démocratie qui « a renoncé à réformer la société ».*

Cela fait déjà quinze ans qu'Elio Di Rupo exerce des fonctions importantes à tous les niveaux de pouvoir en Belgique et près de huit ans qu'il est à la tête d'un PS omniprésent à tous les niveaux de pouvoir. La séquence temporelle est maintenant suffisamment longue pour permettre une évaluation globale.

Les points positifs

Il y en a. Pas besoin cependant de s'étendre sur ce point, car le service de presse du PS s'entend tout particulièrement à les mettre en évidence.

Le meilleur des années du dirupisme, ce sont les avancées sociétales, auxquelles Ecolo n'a pas peu contribué : mariage homosexuel, adoption par des couples de même genre, dépénalisation partielle de l'euthanasie pour les patients en fin de vie, etc. De ce point de vue, le temps des législatures arc-en-ciel et violette a contribué à briser la chape de plomb tridentine qui pesait encore sur la Belgique. C'est aussi le combat contre la directive Bolkestein, mais au sein d'un PSE qui a majoritairement voté pour. C'est encore un budget fédéral en équilibre depuis 1999, la diminution de la dette publique (ramenée de son maximum historique de 136,7% du PNB en 1993, à 87,5 en 2006 et 83,9 en 2007), sans oublier la maîtrise des dépenses en soins de santé.

La boulimie du pouvoir

Alors que la Région wallonne a besoin d'un Ministre-Président qui se consacre entièrement à sa tâche, elle a hérité d'un temps partiel : président du PS, « patron » de Mons et « chef de claque » de Ségolène Royal durant la campagne électorale française. Maintenant candidat premier de liste en Hainaut. Quel homme, quel homme, quel homme !

A la ministre-présidence, Di Rupo n'est pas à son meilleur. Il est un as de la com' quand il maîtrise l'agenda et arrive avec un dossier tout ficelé au moment où il le souhaite. Or, la ministre-

présidence lui impose un rythme et des sujets qu'il ne maîtrise pas nécessairement. D'où une image étioyée et un costume blanc qui prend des taches.

Di Rupo est un boulimique du pouvoir. Son refus de choisir entre la présidence du PS et la ministre-présidence, sans même parler du maïorat de Mons (où rien ne se passe sans qu'il l'ait décidé), montre qu'il n'est pas un homme d'Etat, mais un plan de carrière. Certes, la ministre-présidence lui est revenue par lévirat. Il n'a pu y échapper, mais il ne s'est pas conduit en homme d'Etat. S'il l'avait été, il aurait abandonné ses autres fonctions pour se consacrer entièrement à la Wallonie. Avoir le sens de l'Etat, c'est d'abord avoir le sens du sacrifice pour soi-même et non seulement pour les autres, dont on exige des sacrifices.

En d'autres termes, Di Rupo invite les Wallons à aimer la Wallonie. Encore faudrait-il qu'il montre l'exemple et prouve qu'il aime la Wallonie plus que lui-même.

La trahison social-démocrate

La trahison social-démocrate (à savoir la renonciation du PS à réformer la société pour en éradiquer les mécanismes producteurs d'inégalité et son acceptation de facto des règles néolibérales) ne date pas d'hier, mais Di Rupo en est l'une des chevilles ouvrières.

Tout jeune ministre de l'Education en avril 1992, il a reçu en toute discrétion Pierre Beausart, Philippe Delaunois et Serge Mousset, les représentants de l'Union wallonne des entreprises, ainsi que Paul Van de Cruyce, le directeur-général de Fabrimetal-région wallonne. Rien n'a filtré de cet entretien, excepté une déclaration de Beausart : « J'apprécie le langage clair et intelligent du ministre Di Rupo. Nous l'avons mis au courant de nos propositions et sa réaction nous a paru intéressée. Nous pensons que nos suggestions seront prises en considération parmi les formules qu'il étudie et dont certaines pourraient démarrer à la prochaine rentrée de septembre ». Les enseignants conservent un souvenir cuisant du passage d'Elio Di Rupo à la Communauté française.

S'il est vrai que gouverner, c'est prévoir, alors la responsabilité dirupienne est lourdement engagée dans quelques dossiers qui se sont soldés par de solides dérouillées pour les sociétés de droit public et les salariés belges. Il est l'homme des « consolidations stratégiques », qui ont souvent été dénoncées comme des privatisations rampantes.

Elles ont très fait directement ou indirectement mal à l'emploi. La Sabena est l'exemple le plus célèbre puisque c'est sous l'autorité ministérielle directe du Montois qu'a été mis en œuvre le partenariat avec Swissair. Certes, chacun a droit à l'erreur, mais celle-ci invite à la modestie et non à la suffisance...

Les critiques sont venues de l'intérieur du PS. En février 95, Philippe Moureaux a salué l'« habileté », mais aussi contesté la « rigueur intellectuelle » du ministre des Communications Di Rupo. En clair, Moureaux disait que celui-ci n'était pas un vrai socialiste.

Di Rupo a déclaré qu'en tant que socialiste, le démantèlement des services publics lui posait « un problème de conscience ». Pour se justifier, il a notamment dit qu'arrivé à la tête du ministère un an auparavant, il avait trouvé une situation irréversible et avait donc tenté de limiter les dégâts pour Belgacom en ouvrant la porte au capital privé tout en « conservant 50% des actions plus une pour l'Etat. C'est quand même différent d'une privatisation pure et simple ». Et d'ajouter : « Ce que je fais comme ministre, je l'accomplis en service commandé ». Phrase sibylline. Pour qui donc peut travailler un ministre fédéral en service commandé ? A cette question Di Rupo n'a jamais répondu, mais il a introduit le loup dans la bergerie. La Sabena a été mise en faillite en 2001. Non seulement la Belgique a ainsi perdu un autre de ses symboles, mais elle a surtout perdu un grand nombre d'emplois qualifiés dans un secteur de pointe.

Malgré cela, Belgacom a fait son entrée en bourse en mars 2004. Di Rupo n'était certes plus à la tête du département, mais il était entre-temps devenu le président du PS et son pouvoir s'était accru d'autant. Est-ce à dire que le service à la clientèle a été amélioré ?

Le fait que la FGTB se soit réjouie de l'arrivée d'un « grand format » à Namur quand Di Rupo est venu à L'Elysette en septembre 2005 ne signifie absolument pas que les relations entre le syndicat socialiste et le PS de Di Rupo soient un long fleuve tranquille.

Pour ne citer qu'un ou deux exemples, on rappellera qu'en 2005, l'appui presque unanime d'un PS (verrouillé par un Di Rupo plus stalinien que jamais) au texte du Traité instituant une Constitution pour l'Europe n'a pas fait que des heureux au sein de la FGTB, où plusieurs régionales ont dénoncé les lacunes du traité. La même année, le « Pacte de solidarité entre les

générations » a mis de très méchante humeur le monde syndical et plus encore sa base.

Les dames patronnesses du PS

Quels qu'aient pu être ses « problèmes de conscience » en 1995, Elio Di Rupo n'est pas un opposant à la libéralisation. Tout au plus veut-il en contrôler les effets. Il était aux affaires tout au long de cette seconde moitié des années 90 quand de nombreuses entreprises publiques ont été privatisées sous une forme ou sous une autre. C'est aussi sous son autorité de ministre qu'a été pris l'arrêté royal de juin 1999 ouvrant le service postal à la concurrence privée. C'est lui qui a déclaré le 8 février 2001 sur les ondes de la RTBF : « Il faut libéraliser [...] sous conditions et à un rythme qui soit un rythme raisonnable et contrôlé ». Bref, Elio Di Rupo est probablement sincère quand il dénonce les excès du néolibéralisme, mais il est l'homme par qui la privatisation est entrée « en douceur » au PS.

Di Rupo divise le monde en « progressistes » et « régressistes ». Il se voit évidemment dans la première catégorie. En réalité, il est un régressiste. En effet, son PS a renoncé à transformer la société et se borne à vouloir atténuer les aspects les plus durs du système en place. Tel qu'il est aujourd'hui, le PS est un parti de dames patronnesses. Le PS n'est donc plus un parti politique, mais une association de gestionnaires (dont la compétence n'est d'ailleurs pas la plus grande des qualités), qui veulent rester au pouvoir à tous prix dans un système qu'ils ne remettent plus en cause.

Introduit sur le continent européen et au sein du PSE par Tony Blair, l'Etat social actif est devenu au fil du temps la marque de fabrique du PS dirupien. En Belgique aussi, c'est de plus en plus souvent « l'individu [qui] est responsable pour la société ».

Certes, l'Etat social actif s'appuie sur une volonté positive de maintenir un régime étendu de sécurité sociale. Il entend néanmoins « briser les rigidités sociales » et casser « le réflexe passif de la seule attente de l'indemnisation ». L'idée maîtresse est qu'il n'y a pas de droits sans devoirs associés. A bien y regarder, c'est donc typiquement un projet de société d'essence réactionnaire. S'il a pu y avoir un temps doute sur la nature exacte d'un concept dont l'approche théorique ouvrait sur deux mondes possibles (version de gauche versus version de droite), les économies budgétaires ont très vite condamné les investissements sociaux nécessaires

à la mise en œuvre d'une version de gauche. C'est donc la version de droite de l'Etat social actif qui est aujourd'hui d'application.

Au plan régional, la politique économique que conduit le gouvernement wallon sous Di Rupo est d'inspiration clairement libérale. Tous les commentateurs du Plan Marshall s'accordent à le dire. Entre le PS et le MR, il n'y a plus de différence de fond, seulement quelques différences d'accentuation. Et encore, même au MR, il y a des dames patronnesses. Le PS n'est donc plus une alternative à un modèle dominant fondé sur l'accroissement des inégalités et la précarisation croissante.

Les socialistes et les travailleurs pauvres

Le fait d'avoir un emploi ne garantit plus contre la précarité. Il y a maintenant en Belgique des travailleurs pauvres. En janvier dernier, les CPAS ont souligné que « l'endettement et la précarité touchent de plus aussi des personnes qui ont un emploi ». C'est d'autant plus un véritable scandale que, depuis 1999, tous les ministres de l'Emploi ont été socialistes tant au gouvernement fédéral qu'en Flandre et en Wallonie .

Il est donc difficile de dégager la responsabilité dirupienne dans la dégradation générale de la situation des travailleurs, à qui la législation fédérale et régionale autorise de plus en plus d'offrir des contrats (intérim, temps partiel,...) qui ne permettent plus de vivre décemment. Un vieil adage dit que « le mauvais argent chasse le bon ». Il en va de même avec l'emploi. Pour quelle raison un patron irait-il donner un « bon » contrat à un travailleur s'il peut lui en donner un moins bon ?

Inégalités accrues depuis 1995

En fait, les inégalités se sont accrues en Belgique depuis 1995. Et ce, de l'aveu même du PS : « La croissance des inégalités chez nous et de par le monde, l'insécurité d'existence engendrée par les remises en cause des systèmes de protection sociale et des services publics, la primauté de l'économique sur le politique sont autant de travers souvent dénoncés ». Pour le PS, il ne fait aucun doute que « le modèle libéral sensé apporter une richesse généralisée n'a fait que généraliser l'injuste répartition des richesses » .

Le bilan dirupien n'est donc pas glorieux pour quelqu'un qui se réclame des valeurs éminemment socialistes d'égalité et de solidarité et ne manque

jamais de dénoncer les excès du libéralisme. Bien sûr, le Montois invoquera l'argument du moindre mal : « Sans le PS et sans moi, ce serait pire ». Sauf que le PS est aux affaires à tous les niveaux de pouvoir depuis vingt ans sans discontinuer et l'homme au nœud pap' le préside depuis bientôt huit ans.

L'argument du moindre mal ne porte donc pas. Au contraire, on peut même considérer que la présence du PS au pouvoir, durant toutes ces années, a contribué à « anesthésier » le combat de gauche et a permis l'adoption de mesures qui n'auraient probablement jamais passé la rampe du monde du travail si le PS était demeuré dans l'opposition ou s'il y était retourné à l'un ou l'autre moment pour y renouer avec ses racines.

Bernard WESPHÆL,
Député, chef du groupe Ecolo au Parlement wallon